

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

Chers lecteurs,

Dans l'édition de janvier 2025 de L'Écho des Sanctions, qui **marque également le début de l'année universitaire 2025**, nous continuons d'explorer les dynamiques complexes des sanctions internationales et de la conformité réglementaire.

Cette veille couvre les **actualités de décembre** en matière de sanctions internationales. En décembre, l'UE a adopté un **15e paquet de sanctions contre la Russie**, ciblant la poursuite de la lutte contre la flotte fantôme russe, ainsi que contre le contournement des sanctions. Avec l'arrivée de la nouvelle présidence du Conseil, un 16e paquet de sanctions est déjà envisagé pour février 2025. Parallèlement, les États-Unis et le Canada ont multiplié les sanctions, notamment contre l'Iran, la Chine et des responsables géorgiens et vénézuéliens. La Chine a riposté en bloquant des exportations stratégiques et en sanctionnant des entreprises militaires liées aux ventes d'armes américaines à Taïwan.

Merci pour votre fidélité et votre intérêt à L'Écho des Sanctions tout au long de l'année universitaire 2025. Nous espérons que ce bulletin vous a été utile. N'hésitez pas à partager vos commentaires pour nous aider à améliorer notre newsletter pour davantage répondre à vos attentes.



COLINE FORTUNA 

Coordiniatrice du Club Droit de l'AEGE et rédactrice de cette veille.

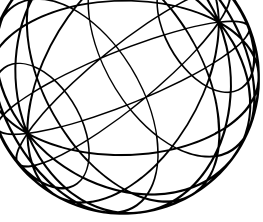
Étudiante à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique).



L'UE PRÉPARE LE 16^e PAQUET DE SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE À L'APPROCHE DE LA DATE CLÉ DE L'INVASION DE L'UKRAINE - 22/12/24

L'UE prévoit d'adopter un 16e paquet de sanctions contre la Russie le 24 février 2025, marquant le troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine. Ce paquet vise à renforcer les mesures économiques existantes tout en ciblant spécifiquement les individus impliqués dans des actions de « guerre hybride » contre l'Ukraine. Les diplomates de l'UE ont souligné que ces sanctions ont pour vocation d'envoyer un « signal clair » à Moscou, en accentuant la pression sur des secteurs spécifiques de l'économie russe qui n'avaient pas encore été pleinement sanctionnés ou qui l'avaient été de manière insuffisante.

[Lien vers l'article.](#)



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE L'INGÉRENCE ÉLECTORALE IRANIENNE ET RUSSE - 31/12/2024

Les États-Unis sanctionnent des entités liées à la Garde révolutionnaire iranienne et au GRU russe pour tentative d'ingérence lors des élections générales de 2024. Ces mesures visent à préserver l'intégrité des institutions démocratiques face aux menaces étrangères.

[Lien vers l'article US Department of State.](#)



LA CHINE SANCTIONNE 7 ENTREPRISES MILITAIRES LIÉES AUX VENTES D'ARMES AMÉRICAINES À TAÏWAN - 27/12/2024

La Chine a imposé des sanctions à sept entreprises militaires, dont des filiales de Boeing et Raytheon, ainsi qu'à des cadres supérieurs, en réponse aux ventes d'armes américaines à Taïwan. Ces mesures suivent l'approbation récente par les États-Unis de plus de 950 millions de dollars d'assistance et de ventes d'armements à l'île.

[Lien vers l'article.](#)



LA RUSSIE ADOPTE LE BITCOIN POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL FACE AUX SANCTIONS - 25/12/2024

Afin de contourner les sanctions occidentales, la Russie légalise l'utilisation des cryptomonnaies, dont le bitcoin, pour le commerce international. Sous un cadre réglementé, elle vise à réduire sa dépendance au dollar et aux systèmes bancaires traditionnels.

[Lien vers l'article.](#)



L'OFAC CIBLE DES FACILITATEURS DE SYSTÈMES DE NAVIGATION SENSIBLES POUR L'IRAN - 18/12/2024

Le département du Trésor américain, via l'OFAC, a imposé des sanctions à deux entités et deux individus pour leur rôle dans l'acquisition de systèmes de navigation pour l'armée iranienne. Ces composants, essentiels pour les drones et missiles, sont utilisés par le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique. En coordination avec d'autres agences, cette action vise à perturber les approvisionnements iraniens en technologies critiques, renforçant les efforts pour limiter la prolifération d'armes dangereuses.

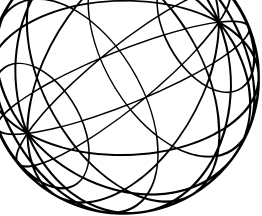
[Lien vers le site du trésor américain.](#) & [Lien vers l'article.](#)



SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE QUATRE ENTITÉS LIÉES AUX MISSILES PAKISTANAIS - 18/12/2024

Les États-Unis ont sanctionné quatre entités pakistanaises impliquées dans le programme de missiles balistiques, dont le National Development Complex (NDC), Akhtar and Sons Private Limited, Affiliates International et Rockside Enterprise. Ces mesures visent à freiner la prolifération d'armes de destruction massive.

[Lien vers l'article du 18 décembre 2024 de l'US department of states.](#)



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



AMENDE DE 180 000 \$ POUR INDIUM CORPORATION : EXPORTATIONS ILLÉGALES DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES VERS LA RUSSIE - 23/12/2024

Le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) a infligé une amende de 180 000 \$ à Indium Corporation pour 11 exportations non autorisées de matériaux de soudure vers la Russie entre avril 2022 et mars 2023, d'une valeur de 96 506 \$. Ces exportations violaient les réglementations sur l'administration des exportations (EAR) en raison de codes tarifaires interdits. Indium a coopéré à l'enquête et pris des mesures correctives, réduisant ainsi l'amende initiale.

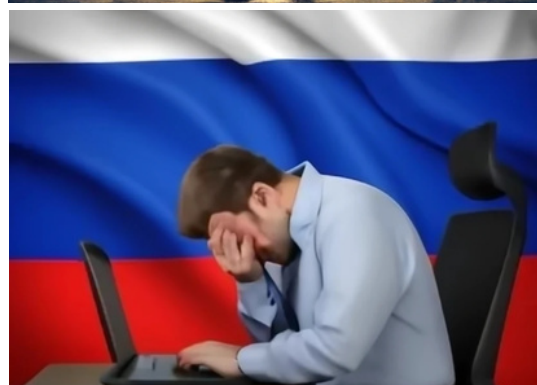
[Lien vers l'article du BIS.](#)



QUINZIÈME TRAIN DE SANCTIONS À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE - 16/12/2024

L'UE adopte son 15e train de sanctions contre la Russie, ces mesures ciblent les entités et individus russes responsables de violations des droits, déportation d'enfants, propagande, et contournement des sanctions. Des acteurs chinois fournissent des composants de drones et des composants microélectroniques et des compagnies maritimes sont également sanctionnées pour soutenir les opérations militaires russes. Des restrictions sur les exportations et des protections renforcées pour les entreprises européennes visent à limiter les liens avec la Russie.

[Lien vers le communiqué de presse.](#)



L'UE SANCTIONNE DES ACTEURS DE LA GUERRE HYBRIDE RUSSE - 16/12/2024

L'UE a imposé des sanctions contre 16 individus et 3 entités liés aux activités hybrides russes, dont des campagnes de désinformation et des assassinats ciblés. Les mesures incluent le gel des avoirs, des interdictions de voyage et des restrictions financières.

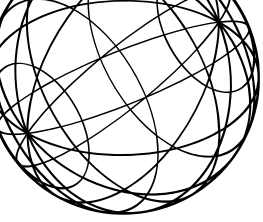
[Communiqué de presse du 16 décembre 2024, conseil de l'UE.](#)



SANCTIONS CONTRE UNE ENTREPRISE DE CYBERSÉCURITÉ IMPLIQUÉE DANS DES COMPROMISSIONS DE PARE-FEU ET DES ATTAQUES DE RANSOMWARE - 10/12/2024

Le département du Trésor a sanctionné la société de cybersécurité Sichuan Silence Information Technology Company et son employé Guan Tianfeng, pour leur rôle dans le compromis de milliers de pare-feu en 2020, affectant des infrastructures critiques aux États-Unis. Ces sanctions visent à contrer les cybermenaces persistantes, notamment celles issues de la Chine, qui représentent un risque majeur pour la sécurité nationale.

[Lien vers le site du trésor américain.](#)



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE LES ALLIÉS FINANCIERS ET POLITIQUES DE MILORAD DODIK - 18/12/2024

Les États-Unis sanctionnent trois individus et quatre entités soutenant le réseau de patronage de Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, et impliqués dans des actes de corruption et des tentatives d'évasion des sanctions. Ces mesures ciblent également Stasa Kosarac, un acteur clé de l'agenda déstabilisateur et corrompu de Dodik.

[Lien vers l'article du 18 décembre 2024 de l'US department of states.](#)



RENFORCEMENT DES SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE LA FLOTTE IRANIENNE CLANDESTINE - 03/12/2024

Les États-Unis ont sanctionné 35 entités et navires impliqués dans le transport de pétrole iranien illicite, ciblant le financement du programme nucléaire, des drones et des missiles de l'Iran, ainsi que ses activités terroristes régionales. Cette action s'appuie sur l'E.O. 13902 pour intensifier la pression sur la flotte iranienne clandestine.

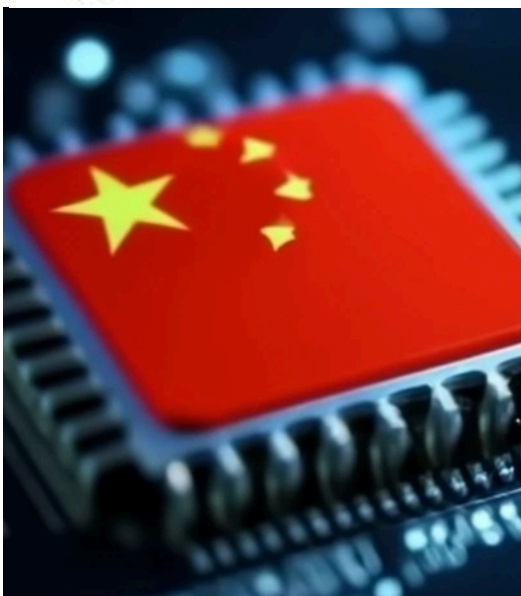
[Lien vers le site du trésor américain.](#)



UNE ENTREPRISE ALLEMANDE PAIE \$14,5M POUR VIOLATION DES SANCTIONS IRANIENNES - 03/12/2024

Aiotec GmbH a réglé une amende pour avoir conspiré à vendre une usine à l'Iran via des intermédiaires, en contournant des contrôles américains. L'entreprise doit désormais mettre en place un programme de conformité aux sanctions.

[Lien vers le site de l'OFAC.](#)

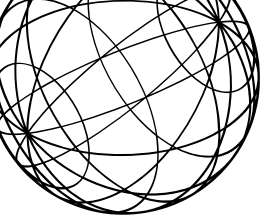


LA CHINE INTERDIT LES EXPORTATIONS DE GALLIUM, DE GERMANIUM ET D'ANTIMOINE VERS LES ÉTATS-UNIS - 02/12/2024

Le département du Commerce des États-Unis impose de nouvelles règles pour limiter la capacité de la Chine à produire des semi-conducteurs. Le gallium, le germanium et l'antimoine sont indispensables à la production de semi-conducteurs, de batteries, d'alliages et de fibres optiques. Ils jouent également un rôle clé dans diverses applications militaires.

Ces mesures incluent des restrictions sur des équipements et logiciels critiques et ajoutent 140 entreprises à la liste des entités sanctionnées.

[Lien vers l'article du BIS.](#)



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE DES RESPONSABLES GÉORGIENS POUR BRUTALITÉ ENVERS LES MANIFESTANTS, JOURNALISTES ET POLITICIENS - 19/12/2024

Le département du Trésor américain a sanctionné deux responsables du ministère géorgien de l'Intérieur pour des répressions brutales contre les médias, les figures d'opposition et les manifestants, menées en 2024. L'action a été coordonnée avec le Royaume-Uni, qui a désigné cinq individus pour violations des droits humains en Géorgie.

[Lien vers le site du trésor américain.](#)



SOUDAN: LE CONSEIL AJOUTE QUATRE PERSONNES À LA LISTE DES SANCTIONS DE L'UE - 19/12/2024

Le conseil de l'UE impose des sanctions à quatre individus impliqués dans la crise soudanaise, responsables de violations graves des droits humains, de harcèlement de la société civile, et de la persistance du conflit entre les forces armées et les forces de soutien rapide.

Les quatre individus visés sont : Mohamed Ali Ahmed subir, Abdallah Mohamed Salah, Osman Mohamed Hamid, Tijani Karshom. Ils font l'objet de gel des avoirs. Ces mesures visent à préserver la paix, la stabilité, et la sécurité du Soudan.

[Lien vers le communiqué de presse.](#)



LE CANADA SANCTIONNE CINQ RESPONSABLES VÉNÉZUÉLIENS POUR ATTEINTES À LA DÉMOCRATIE - 17/12/2024

Le Canada a élargi ses sanctions contre le Venezuela, ajoutant cinq responsables accusés d'atteintes à la démocratie lors des élections de juillet 2024. Ces sanctions gèlent leurs avoirs et interdisent toute transaction avec eux.

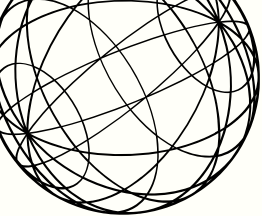
[Lien vers le communiqué de presse.](#)



LE CANADA SANCTIONNE HUIT RESPONSABLES CHINOIS POUR VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS - 11/12/2024

Le Canada a imposé des sanctions à huit hauts responsables chinois impliqués dans la répression des minorités ethniques et religieuses en Chine, notamment au Xinjiang, au Tibet et contre les pratiquants de Falun Gong. Ces mesures marquent la Journée internationale des droits humains.

[Lien vers l'article.](#)



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions et interdictions d'import/export sur une gamme de biens. [25 juin 2024](#) : timeline des sanctions adoptées depuis l'invasion.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. [\(UE\) N° 833/2014](#) - Sanctions sectorielles.
 - b. [\(UE\) N° 269/2014](#) - Sanctions ciblées.
 - c. [\(UE\) N° 692/2014](#) - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. [\(UE\) N° 821/2021](#) - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. [\(UE\) 2022/263](#) - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Régulations 2024 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.

Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

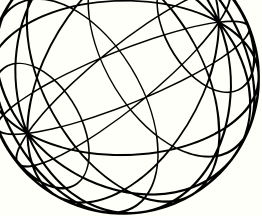
Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchéquie a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



Inscrivez-vous à notre liste de diffusion pour recevoir l'écho des sanctions directement dans votre boîte mail en cliquant sur ce lien.



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

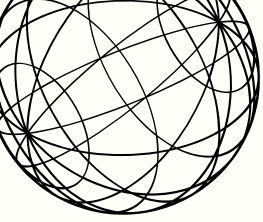


Zoom sur les sanctions de l'Union Européenne

- **IRAN** 18 novembre 2024 : L'UE élargit le champ d'application du régime de sanctions envers l'IRAN relatif aux missiles et aux drones
- **IDE** 17 octobre 2024 : La Commission publie un rapport sur l'examen des investissements étrangers directs, ciblant l'évasion des sanctions.
- 14 octobre 2024 : **IRAN** Prolongation jusqu'en octobre 2025 des sanctions contre 25 personnes et 3 entités liées aux armes chimiques.
- **RUSSIE** Imposition de sanctions à l'Iran pour le transfert de missiles et drones à la Russie.
- **MOLDAVIE** Sanctions contre 5 personnes et une entité menaçant la souveraineté et l'indépendance de la Moldavie.
- **RUSSIE** 8 octobre 2024 : Adoption d'un régime de sanctions en réponse aux activités hybrides et déstabilisatrices de la Russie.
- **MYANMAR** 29 octobre 2024 : Nouvelles sanctions contre le Myanmar, visant à lutter contre les escroqueries menaçant la stabilité et les droits humains.
- **BIELORUSSIE** Juin 2024 : Adoption de sanctions contre la Biélorussie, incluant des restrictions sur les exportations, importations et le transport routier.
- **COREE DU NORD** 31 mai 2024 : L'UE impose de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord visant à empêcher les flux de composants, de financements et de connaissances que la Corée du Nord pourrait utiliser à l'appui du développement de ses programmes nucléaire, d'armes de destruction massive et de missiles balistiques.
- **RUSSIE** 23 février 2024 : Renforcement des sanctions contre la Russie, ciblant des personnes, des entités et les exportations technologiques liées à la défense.

Orientations générales du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen

- La carte des sanctions de l'union européenne
- Lignes directrices du Conseil européen en matière de sanctions
- Mesures restrictives de l'Union européenne au regard de l'invasion de l'Ukraine par la Russie
- Bonnes pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives
- FAQ consolidé (20 décembre 2024) de la commission européenne sur les sanctions à l'encontre de la Russie.
- FAQ sur les sanctions à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie "No re-export to Russia" clause
- Commission européenne "Questions fréquemment posées : mesures restrictives, dernière mise à jour 2022
- Devoir de diligence des entreprises de l'UE face au risque de travail forcé dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

- L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques. Suivi d'une [Décision \(PESC\) 2023/1344 du Conseil du 26 juin 2023 à l'appui du renforcement de l'efficacité opérationnelle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques \(OIAC\)](#)
- Le 14 octobre 2024, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 25 individus et 3 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du [Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542](#).

Le Royaume-Uni :

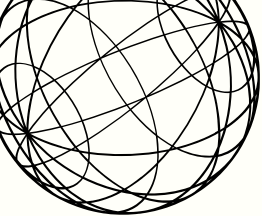
- Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques.

Les sanctions incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui régit le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



JANVIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [6^{ème} directive contre le blanchiment d'argent, Directive \(UE\) 2024/1640.](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [AFA : Evaluation des tiers au regard des risques de corruption.](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\).](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [Consultation publique afin d'évaluer la directive \(UE\) 2016/1164 telle que modifiée par la directive \(UE\) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 relative à la lutte contre l'évasion fiscale \(ci-après la « directive ATAD »\).](#)
- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement MiCA \(UE\) 2023/1114 sur les marchés de crypto-actif \(applicable à partir du 30 décembre 2024\).](#)

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Liste SDN de l'OFAC.](#)
- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Tutoriel vidéo de l'OFAC sur l'Utilisation de l'outil de recherche des listes de sanctions.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)



COLINE FORTUNA

Coordinatrice du club droit de l'AEGE et rédactrice de cette veille.

Étudiante à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique).